



Haute Savoie et Savoie

Confédération paysanne de Haute Savoie
Maison de l'Agriculture
52 avenue des îles
74994 Annecy cedex 9
Tel/fax : 04 50 88 18 47
Conf74@orange.fr

Confédération paysanne de Savoie
40 rue du Terraillet
73190 St Baldoph
Tel/fax : 04 79 60 49 14
savoie@confederationpaysanne.fr

Confédération Paysanne

Syndicats pour une agriculture paysanne
et la défense de ses travailleurs

Membre de la Coordination Paysanne Européenne et de Via Campesina

St Baldoph, le 28 novembre 2012

Communiqué de presse

La Confédération Paysanne de Savoie et la Confédération paysanne de la Haute Savoie demandent l'annulation de l'enquête publique du projet LYON- TURIN.

Ces dernières semaines, ce projet a été remis en cause : son inutilité est dénoncée par une opposition sans cesse grandissante de la société civile, la Cour des Comptes et l'ensemble du monde agricole, dont la Confédération Paysanne.

Le foncier est l'outil de travail des paysans, il en va dans le cas du projet Lyon –Turin de la dévastation de 1500 hectares sur l'ensemble d'un tracé qui éliminera les paysans, détruira l'activité économique et la vitalité d'un territoire. La lutte de la Confédération Paysanne pour préserver des terres agricoles, leur usage alimentaire et protéger les emplois paysans est constante.

Ce projet a été sous-évalué financièrement, les prévisions de trafic sont largement surévalués, la ligne existante est utilisée à moins de 20% de sa capacité et permet de transporter dès aujourd'hui les marchandises d'environ un million de camions.

Durant l'enquête publique aucune étude alternative n'a été proposée et des conflits d'intérêts sont apparus démontrant la violation de la règle d'information loyale des populations et du monde agricole.

Nous pensons qu'il est indispensable de moderniser les infrastructures existantes qui ont déjà fait l'objet de 500 millions d'euros d'investissement afin d'organiser les transports collectifs de proximité, de sécuriser les voies existantes ainsi que l'impact des nuisances pour les riverains des communes traversées et de reporter sans délais les marchandises sur le rail. Dans la foulée nous exigeons pour des raisons environnementales que les camions ne circulent plus à vide aux passages transfrontaliers du Fréjus et du Mont-Blanc et que les camions circulant par Vintimille transitent sur les autoroutes maritimes soutenues par l'Europe.

Aujourd'hui, parce que le choix des investissements doit être réalisé en respect de l'environnement et dans l'intérêt des générations futures, parce que la terre est un bien commun, et l'activité de paysan un métier d'utilité publique, nous demandons à Monsieur le Président de la République, l'annulation de l'enquête publique et le non engagement des travaux liés à ce projet.

Contacts : CALLOUD Philippe, porte-parole de la Confédération paysanne de Savoie : 04 79 54 77 18